

UNE POLITIQUE DE COHÉSION ANCRÉE DANS LES RÉGIONS

L'action de l'Union européenne reste souvent mal connue. Et apparaît bien trop souvent déconnectée du terrain. Pourtant, depuis près de cinq ans, les Régions gèrent d'importants fonds structurels européens et peuvent ainsi financer des projets locaux dans des domaines très divers. Une démarche au service de la cohésion.

En ces temps troublés, le beau mot de cohésion ne semble plus très adapté à notre Union européenne qui fait face tout à la fois à des tensions populistes fortes, à des intérêts parfois divergents entre ses États membres notamment sur des questions essentielles pour son avenir comme les migrations, à une incertitude persistante sur la nature du Brexit ainsi qu'à des menaces internationales diverses.

Cette situation troublée est particulièrement inquiétante à l'approche des élections européennes de mai prochain et il est essentiel de permettre à nos citoyens d'avoir des débats apaisés et informés sur l'Union, ce qu'elle peut faire et avec quels moyens mais aussi sur ce qu'elle fait déjà. Dans cette optique, les collectivités territoriales, notamment les Régions, ont un vrai rôle à jouer.

En effet, les Régions sont depuis 2014 Autorités de gestion des Fonds structurels et d'investissement européens, pour l'entièreté du Fonds européen de développement régional (FEDER), du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ainsi que pour une partie du Fonds social européen (FSE). À ce titre, elles soutiennent financiè-

rement des projets locaux, via des cofinancements. Le but final des Fonds européens structurels et d'investissement (FESI) est d'assurer la cohésion économique, sociale et environnementale sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne en permettant à des projets initiés par des acteurs économiques ou par la société civile d'éclorre puis de se développer. C'est donc une Europe concrète, du terrain qui se matérialise à travers ces Fonds dont la gestion est lourde pour les régions mais qui leur apportent un levier utile pour favoriser un développement économique durable et équilibré sur leurs territoires.

Réduire les inégalités infrarégionales

Ainsi, la Région Île-de-France a d'ores et déjà pu soutenir plus de 765 actions entreprises par des acteurs franciliens pour un montant total de 300,6 millions (en date du mois de décembre 2018) sur une enveloppe globale de près de 540 millions d'euros pour la période 2014-2020. Ces actions très variées ont permis d'améliorer la compétitivité de l'économie francilienne, de soutenir des PME innovantes, de mener des actions concrètes et utiles en matière de formation et d'insertion professionnelles, d'appuyer des associations venant

en aide à des personnes défavorisées comme des femmes battues ou des SDF mais aussi de soutenir la transition écologique grâce à des projets de rénovation thermique pour ne citer que quelques exemples.

La politique de cohésion contribue de cette manière à réduire les inégalités infrarégionales, qui sont importantes en Ile-de-France, et à permettre à la Région de maintenir sa place de leader dans certains secteurs de pointe comme la recherche et innovation ou le numérique. Cette politique a ainsi fait la preuve de son efficacité dans de nombreux secteurs et domaines d'activité et sa valeur ajoutée pour les Franciliens est tangible.

C'est pourquoi la Région Ile-de-France a été très mobilisée lors de la préparation des propositions de la Commission européenne sur la politique de cohésion pour l'après 2020 et a veillé à ce que cette politique continue à bénéficier à toutes les régions de l'UE, quel que soit leur niveau de développement.

Ce message a heureusement été entendu et désormais la Région plaide auprès des décideurs européens pour que la future politique de cohésion soit moins bureaucratique, plus souple et plus flexible afin de répondre au mieux aux attentes et aux besoins concrets de nos citoyens sur la base de son expérience menée depuis 2014.

Je suis convaincue que ce sera grâce à des instruments comme la politique de cohésion, manifestation de la solidarité au sein de l'Union européenne, mise en œuvre de façon territorialisée et en coopération avec les acteurs locaux, que l'Union pourra regagner le cœur de ses citoyens qui ont besoin de comprendre dans quelle direction elle va mais aussi ce qu'elle leur apporte au quotidien. 🇪🇺

Stéphanie Von Euw, vice-présidente en charge des Affaires européennes de la Région Ile-de-France

